



**2 minutes  
pour comprendre**



## Légal / Légitime

Ce qui est légal est-il toujours légitime ? Maîtrises-tu le sens de ces deux termes ? Lumni t'aide à le vérifier.



### L'exemple concret

Romain et Kamel se sont lancés dans une activité excitante mais risquée : la nuit, ils détruisent des panneaux publicitaires pour protester contre la surconsommation. Les débats vont bon train sur leur entreprise : pour les uns, ils sont des délinquants qui enfreignent la loi. Ce qu'ils font est donc injuste. Pour les autres, ils sont de véritables héros, qui osent courageusement braver la loi pour la faire évoluer. Ce que font Romain et Kamel, c'est juste ou injuste ?

### La légalité en philosophie

La légalité c'est **la conformité stricte à la loi écrite**, au droit positif. Une action contraire à la loi est donc toujours illégale. Si l'on considère que la justice n'est rien d'autre que la conformité à la loi, on adopte un point de vue legaliste. Alors nos deux activistes se rendent coupables d'injustice aux yeux de la loi, et doivent être condamnés. Cependant les choses ne sont pas si simples. Que faire si la loi elle-même est injuste, comme par exemple celle qui autorise l'envahissement de l'espace public par des publicités parfois douteuses, voire offensantes ? Alors, il devient évident que la loi étant injuste, il est juste de désobéir à la loi. On a donc une action qui est illégale, mais qui est pourtant juste : on dit qu'elle est illégale mais légitime. La légitimité est donc une espèce de justice, mais non légale. Inversement, si des stratèges du marketing, au nom du profit privé, promouvaient une consommation

irresponsable, ils mèneraient une action légale, certes, mais que certains pourraient juger illégitime.

### La légitimité en philosophie

La légitimité est donc **la conformité d'une action ou d'une décision**, non pas à la loi, mais **à un principe moral** de justice, que l'on considère comme plus important que la justice légale. Le recours à la notion de légitimité consiste donc à faire appel à une justice indépendante de la loi, capable donc de juger la loi elle-même, de justifier la désobéissance, voire la suppression de la loi. Lorsque les révolutionnaires français contestent la monarchie, ils considèrent que le pouvoir royal est certes légal (évidemment puisque la loi, c'est le roi) mais n'est pas légitime, parce qu'il entre en contradiction avec un principe de justice supérieur à toute loi : les droits universels de l'homme.



Retrouve aussi toutes les vidéos sur les notions philosophiques avec la série Les clés de la philo.